

LE TEMPS

KAZAKHSTAN

«Nazarbaïev est un dictateur classique raté»

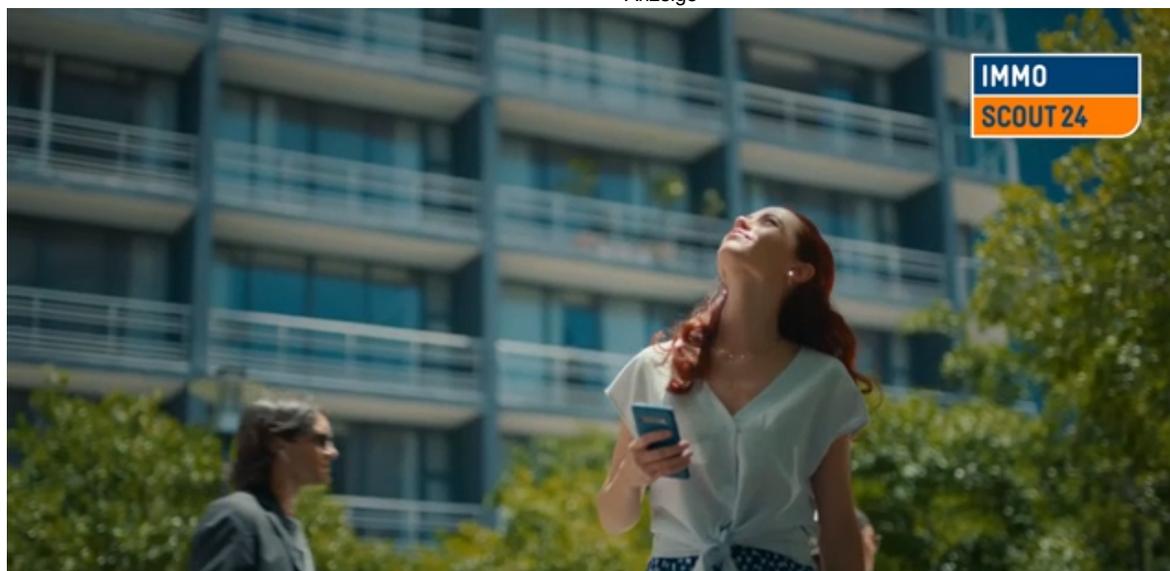
Patron d'un journal indépendant, Igor Viniyavsky a été arrêté en janvier, puis libéré. Il dénonce un régime autocratique et violent

Alexis Favre

Publié jeudi 28 juin 2012 à 23:44

Le 16 décembre dernier, après des mois de grève des employés du secteur pétrolier, les émeutes dégénèrent dans la ville de Janaozen, dans l'ouest du Kazakhstan, et la police tire à balles réelles. Bilan: 15 morts au moins parmi les manifestants et des dizaines d'arrestations. Cet événement a jeté une lumière crue sur la réalité du pouvoir kazakh. Sous un vernis de démocratie, le président Noursoultan Nazarbaïev règne d'une main de fer, les médias sont muselés et l'opposition consciencieusement tenue à l'écart.

Anzeige



A la tête de la rédaction de l'hebdomadaire indépendant Vzglyad – qu'il dirige désormais de l'étranger par Skype –, Igor Viniyavsky a été arrêté le 23 janvier et accusé «d'incitation au changement de régime par voie violente». Son tort: avoir couvert le conflit social, s'être intéressé aux conditions de détention des émeutiers arrêtés et au sort que leur réserverait la justice. Libéré le 15 mars et de passage à Genève, il témoigne.

Le Temps: Savez-vous pourquoi vous avez été arrêté le 23 janvier?

Igor Viniyavsky: Notre revue a couvert les grèves des employés des compagnies pétrolières à Janaozen depuis le mois de mai 2011. Après la répression sanglante et l'instauration de l'état d'urgence, nous avons parlé des arrestations arbitraires. Nous avons fait état de violences policières, d'humiliations, de coups et même de viols. Autant de techniques destinées à arracher à ces gens des aveux sur leur participation aux émeutes. Un homme, par exemple, a été arrêté, battu et forcé à avouer son rôle, alors qu'il n'était pas à Janaozen le jour de la tuerie! Son calvaire a duré cinq jours et il est décédé peu après d'une hémorragie interne.

– Comment s'est passée votre arrestation?

– Le 23 janvier, des agents du KNB [ex-KGB] sont arrivés à la rédaction à 19h30. Ils ont sorti un mandat et saisi tout ce qu'ils ont pu, ordinateurs, documents, etc. A 23h30, ils m'ont demandé de les suivre. Au même moment, six agents du KNB perquisitionnaient chez moi, devant ma femme et mes enfants. Tout cela faisait étrangement penser aux purges staliniennes de 1937.

– Vous risquiez 7 ans de prison: pourquoi avez-vous été libéré?

– Une campagne de soutien, relayée à l'étranger, est née dans la presse indépendante kazakhe. J'ai été libéré le jour où le Parlement européen a adopté une résolution sur le Kazakhstan, avec trois points me concernant. Ma libération a été un geste politique du régime face aux pressions européennes.

– Comment décririez-vous le régime de Noursoultan Nazarbaïev?

– C'est un dictateur classique raté. En déclin, comme a pu l'être Brejnev en son temps. Nazarbaïev aurait bien aimé être une sorte de Kadhafi, première période! Mais la situation géopolitique et économique du Kazakhstan l'a poussé à créer un régime quasi démocratique, avec un double standard. De jure, il y a un système bicaméral et des députés élus. De facto, toutes les listes sont préalablement approuvées par l'administration présidentielle et le parlement est à la botte du président. Les ministres, le procureur général, tous les juges du pays, les gouverneurs de province et les maires des villes sont nommés par le président.

– Pour la première fois, deux nouveaux partis ont fait leur entrée au parlement lors des législatives du 15 janvier. Est-ce un signe d'ouverture?

– Non, c'est un écran de fumée. Les deux partis dont vous parlez, les communistes et Ak Jol, sont des partis pantins. Ils sont entrés au parlement par approbation. Contrairement au parti d'opposition Alga, qui essaie de s'enregistrer en vain depuis six ans. Depuis l'indépendance en 1991, aucune élection n'a été transparente et honnête.

– Fin mai, le Forum économique d'Astana a accueilli des Occidentaux comme Tony Blair ou Romano Prodi. Cela contribue-t-il à légitimer le régime?

– Sans aucun doute. Si Tony Blair a été engagé, c'est pour rendre plus crédible l'image de Nazarbaïev. La promotion de son image est une affaire d'Etat qui se monte à plusieurs millions de dollars. Mais plus personne n'est dupe, ni en Europe ni aux Etats-Unis.

– Un Kazakh, Kassym-Zhomart Tokayev, dirige les Nations unies à Genève. Et, il y a deux ans, le Kazakhstan a présidé l'OSCE. Cela fait-il les affaires du président?

– Je ne sais pas si la nomination de Tokayev a eu le moindre effet en termes d'image. Quant à l'OSCE, c'est elle qui s'est discréditée, bien plus que le Kazakhstan ne s'est légitimé: l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a été présidée par un pays qui viole les droits de l'homme, qui persécute l'opposition et les médias et qui tire sur ses propres citoyens...

– Le gendre de Nazarbaïev, Timur Kulibayev, établi à Genève, est sous enquête du Ministère public de la Confédération (MPC) pour blanchiment et une partie de ses avoirs a été bloquée. La Suisse reste-t-elle un refuge pour les fortunes kazakhes?

– Oui. Nous sommes en train de mettre sur pied une agence d'investigation internationale, pour retrouver les actifs de fonctionnaires kazakhs corrompus à l'étranger. L'argent volé au peuple doit lui être rendu. Quant à l'enquête dont vous parlez, je fais partie de ceux qui avaient signé une requête adressée au MPC pour qu'elle soit ouverte. J'espère qu'elle aboutira. Il est probable qu'elle ne donne pas grand-chose d'un point de vue juridique, dans la mesure où Nazarbaïev était déjà parvenu à étouffer l'enquête qui le concernait personnellement lors du «kazakhgate». Mais cette enquête peut porter un coup sérieux à son image.